

Les lois du travail en question

La mobilisation contre la 'loi travail' ne faiblit pas. Contrairement aux espoirs du gouvernement, elle se renforce et se diversifie sous l'impulsion d'une partie de la jeunesse. Mais, au fait, donner moins de garanties à ceux qui ont du travail pour donner leur chance à ceux qui n'en ont pas est-elle une solution efficace ?

A l'inverse, faut-il ne rien changer, alors que le monde change et que les inégalités s'accroissent ?

La loi travail contre l'emploi ?

La logique officielle de cette loi, c'est de donner plus de flexibilité aux règles du travail, en échange de plus de sécurité des parcours professionnels des salariés.

La sécurité : le chômage, la précarité et la pauvreté touchent les jeunes en premier lieu.

L'élargissement de la garantie jeunes (accompagnement pendant un an et demi, assorti d'une petite rémunération de 461€) à l'ensemble des jeunes sans emploi ni qualification, plutôt que de les laisser dans leur coin vivre leur exclusion, est une bonne mesure. Mais cela ne résout en rien le manque d'embauches et la précarité.

Le Compte Personnel d'activité est également un progrès. Mais un progrès timide : comment atteindre une réelle qualification avec un droit à la formation de 400 heures ?

La flexibilité : C'est surtout cette logique qui est développée dans la réforme, en facilitant les licenciements, sous prétexte que cela faciliterait les embauches. Mais si on regarde les 'exemples' d'autres pays souvent cités, on peut avoir des doutes. Ainsi, en Allemagne, où les réformes Schröder sont citées en exemple, l'actuel gouvernement est en train de rétablir les lois du travail : création d'un SMIC

comparable au SMIC français, retour vers une retraite à 63 ans, limitation du recours à la main d'œuvre étrangère aux conditions de leur pays, ... Et c'est la relance ainsi provoquée qui permet de compenser le ralentissement des exportations.

Quant aux pays qui ont aussi 'flexibilisé' leurs lois du travail, comme l'Espagne et l'Italie, la diminution du chômage n'a été obtenue que par le refus d'instaurer l'austérité, quitte à laisser filer un peu le déficit public. Cette politique a été facilitée par l'accompagnement de la banque centrale européenne et son *quantitative easing* consistant à racheter massivement les dettes des pays européens pour éviter l'augmentation des taux d'intérêt.

Pendant ce temps, en France, le *CICE* puis le '*Pacte de responsabilité*' a permis de rétablir les marges des entreprises. Mais le financement de ces mesures a été obtenu par une politique d'austérité sur les collectivités locales et les ménages entraînant un ralentissement de la consommation et des investissements. Le gouvernement a un peu oublié que pour qu'un patron embauche, il ne suffit pas que ses marges bénéficiaires soient bonnes ; il faut aussi qu'il ait la perspective de vendre plus.

(Sur ces questions, on pourra lire avec intérêt le dossier paru dans le dernier N° de '*Alternatives Economiques*' (Avril 2016)



Une nécessaire révision des règles du travail

Doit-on pour autant se contenter du statu quo ?

Ce droit du travail, et le CDI en particulier, ne concerne plus depuis longtemps une partie des jeunes familles. Constatant que le monde du travail n'était pas prêt à les accueillir, et qu'il n'est d'ailleurs pas très attirant, tel qu'il est sous le signe de la précarité, de la course à la 'productivité' et du désintérêt des tâches, ils s'adaptent à la réalité et ne réclament même plus la sécurité du travail.

Certains vivent de petits boulots, de RSA, d'entraides, de blabla et de nouvelles formes de travail, depuis le statut d'autoentrepreneur, jusqu'au travail au noir, en passant par AirBnB.

D'autres souvent plus ruraux s'aménagent une vie marginale basée sur le travail collaboratif, l'entraide et l'autosuffisance et dessinent d'autres rapports sociaux de proximité, tout en essayant de grappiller du RSA et de la CMU. D'une certaine façon, ils expérimentent un nouveau mode de vie, plus frugal, moins dispendieux en ressources naturelles, mais convivial et créatif. A l'évidence, pour eux, l'instauration d'un véritable revenu universel serait ressentie comme une aide importante.

Comment peut-on imaginer une réglementation qui intègre ces nouveaux mode d'existence et de travail, à défaut de pouvoir leur proposer une autre perspective ; qui leur permette de bénéficier de façon pérenne d'une couverture maladie, de droits futurs à la retraite, d'un accès au logement, Quitte à imaginer une forme de participation au financement de ces services qui soit à la mesure de leurs possibilités.

Cela passera sans doute par le transfert d'une partie beaucoup plus importante du financement de ces garanties vers l'impôt direct (la CSG), en fonction de la capacité de contribution de chacun.

Pour une relance économique sélective

Une amélioration de la situation de l'emploi, sans même viser une sortie du chômage, ne peut se faire sans une relance de l'activité économique. Mais il ne faudrait pas que cette relance aggrave encore plus notre destruction de l'environnement et des ressources fossiles et accentue le danger climatique. Une relance ne peut donc n'être que sélective.

Elle doit avant tout concerner des investissements permettant, à terme, de moins pomper sur les ressources fossiles et de moins polluer. Bref, de préparer l'avenir.

A l'évidence, développer les investissements dans les domaines de l'isolation des bâtiments, l'efficacité énergétique, le développement des transports en commun, des déplacements doux et des énergies renouvelables (et pourquoi pas du développement des techniques de démantèlement des centrales nucléaires) peut créer des emplois immédiats, nous permettre de moins dégrader notre environnement et d'être moins dépendants des importations de pétrole et d'uranium.

Mais pourquoi pas, également, construire des infrastructures d'accueil des réfugiés. Car ce flux de réfugiés n'est pas prêt de se tarir : même si on imagine (difficilement) une extinction des conflits dans le monde, on sait déjà que nous devons accueillir bientôt des flux de réfugiés climatiques qui seront d'autant moins importants que nous aurons diminué rapidement nos émissions de gaz à effet de serre.

Pour toutes ces raisons, il est primordial de comptabiliser ces investissements vitaux pour l'avenir dans les déficits budgétaires des Etats. Encore une occasion manquée de ce gouvernement de construire une alliance des pays partageant cette position au sein de l'Union Européenne.